

Cheminots, fonctionnaires,
hospitaliers, agriculteurs, jeunes...

MACRON S'EN PREND À TOUS... pour donner des milliards aux patrons

SNCF : les arguments mensongers du gouvernement Pages 2 et 3

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

VENEZUELA

Des dirigeants syndicaux, travailleurs de base, d'origines syndicales et politiques différentes, s'adressent au peuple travailleur, aux organisations syndicales et au président Nicolas Maduro.

« Face à l'attaque impérialiste, serrons les rangs pour la défense de la nation et des conditions de vie des travailleurs, pour la réélection de Nicolas Maduro »

Page 10



Entente internationale des travailleurs et des peuples

**Compte rendu de la réunion
de la coordination
de l'Entente internationale
des travailleurs et des peuples**

Paris, 23 et 24 février 2018 Page 11

S'en prendre à la SNCF, c'est s'en prendre à tous

Yan Legoff

Macron, au Salon de l'agriculture, a fait la leçon aux paysans, leur disant en somme qu'ils étaient responsables de leurs propres malheurs. Et pendant ce temps-là, il négocie des accords internationaux (avec le Mercosur) qui vont provoquer la ruine accélérée des éleveurs et qui placent tous les agriculteurs sous la dictature renforcée des grands trusts de l'agro-alimentaire. « Je ne suis pas là pour plaire », lance-t-il, provocant, à des centaines de jeunes agriculteurs réunis à l'Élysée deux jours auparavant. Il en profite pour lancer une autre opération : tenter d'opposer les cheminots au reste de la population. Car le lendemain, 25 février, son Premier ministre, Édouard Philippe, confirme, pour l'essentiel, l'offensive sans précédent contre la SNCF contenue dans le rapport Spinetta, rendu public dix jours plus tôt (lire notre précédent numéro). Transformation en société anonyme, ouverture à la concurrence, suppression du statut des cheminots pour toute nouvelle embauche.

En y ajoutant une dimension : le recours aux ordonnances. « Nous voulons aller vite », a lancé Édouard Philippe. Le gouvernement entend présenter un projet de loi d'habilitation « à la mi-mars ». Les nouveaux cheminots, qui n'auront plus droit au statut, « bénéficieront des conditions de travail de tous les Français, du Code du travail ».

Un Code du travail qui vient d'être laminé par d'autres ordonnances ! Le recours aux ordonnances devient la marque de fabrique d'un gouvernement qui tente le tout pour le tout au compte du capital financier et qui, dans le même mouvement, entend s'en prendre comme jamais à la formation professionnelle, aux diplômes nationaux, au libre accès à l'université, aux retraites, à la Sécu, au statut de la fonction publique... À l'évidence, il espère faire de la « réforme » de la SNCF un tremplin, pour passer ensuite à un rythme redoublé. S'en prendre à la SNCF, c'est s'en prendre à tous.

Au moment où nous bouclons ce journal, l'interfédérale des cheminots se réunit pour décider de la réplique à cette offensive. « Des ordonnances feraient courir le risque d'un conflit social majeur », s'alarmait l'éditorial du journal *Le Monde*, la veille du discours du Premier ministre.

SNCF : les arguments mensongers du gouvernement

► Un « service qui marche de moins en moins bien »... À qui la faute ?

Édouard Philippe : « La situation est alarmante, pour ne pas dire intenable. Les Français payent de plus en plus cher pour un service qui marche de moins en moins bien. » Et de feindre de s'apitoyer sur le sort de ces travailleurs qui, à la suite de « trains supprimés au dernier moment », subissent « le stress d'arriver en retard au travail le matin, l'angoisse de ne pas être à l'heure pour la sortie de la crèche ».

Il s'agit de tout découvrir maintenant, comme s'ils étaient des nouveau-nés, alors que les gouvernements successifs, qu'ils ont soutenus, n'ont cessé d'affaiblir le service public ferroviaire depuis des années ! Il vient d'où, le Premier ministre ? C'est un transfuge du parti Les Républicains (avatar de l'UMP, auparavant RPR). Et Macron ? Il a été ministre sous Hollande. Qui a fait passer le nombre de cheminots de 252 000 en 1982 à 175 000 en 1997, 158 400 en 2008, 146 600 en 2016 (chiffres officiels de la SNCF) ? Pas étonnant que le réseau et le matériel soient insuffisamment entretenus ! Qui a cassé en deux la SNCF en 1997, pour créer RFF (gestionnaire des lignes) en l'accablant d'une dette gigantesque empêchant tout entretien sérieux du réseau classique ? Qui, en 2014, a imposé une autre réforme éclatant la SNCF en trois Epic (établissement public industriel et commercial) contre une grève de trois semaines des cheminots ? Macron était alors le bras droit de Hollande, secrétaire général adjoint de l'Élysée. Et aujourd'hui, il entend finir le travail !

► La faute au statut des cheminots ?

Édouard Philippe : « Faire rouler un train en France coûte 30 % plus cher qu'ailleurs. Ce surcoût est lié à l'organisation même de la SNCF, à ses méthodes, à son statut. Le statut de la SNCF est (...) particulièrement rigide. Or le monde change, la SNCF doit changer aussi. »

Les cheminots, avec leur statut, coûteraient trop cher, ce serait des privilégiés... Macron lui-même ne s'est pas non plus privé de le dire, avec sa condescendance et son mépris habituels (lire ci-contre). « Il faut arrêter de mettre tous les maux de la SNCF sur le statut, s'insurge Fabien Villedieu, délégué SUD-Rail, au journal *Le Parisien*, qui rappelle qu'un cheminot « est parfois obligé de découper, ne peut pas prendre ses vacances quand il veut, travaille en horaires décalés, les week-ends comme les jours fériés, par tous les temps, notamment par -5°C en ce moment ».

Et les cheminots, s'ils bénéficient encore d'un départ anticipé à la retraite, voient leurs années de cotisation nécessaires s'allonger, comme tous les autres salariés, ce qui les oblige à différer de longues années durant leur retraite. Mais surtout, on ne voit pas en quoi la suppression du statut des cheminots permettrait aux



trains d'être plus ponctuels ou aux rails et aux caténaires d'être mieux entretenus !

Le fin mot de l'affaire est ailleurs. Il faut, avec l'ouverture à la concurrence de tout le secteur, établir les conditions pour que les actionnaires des concessionnaires privés puissent faire du profit.

Tout est bon : casser les conquêtes des cheminots... et augmenter largement le prix des billets de train pour toute la population. L'éditorial du journal financier *Les Échos* (27 février), qu'on ne peut pourtant pas suspecter de défendre les cheminots, concède qu'avec la fin du statut et l'ouverture à la concurrence, il faudra « faire admettre aux Français que les prix des billets devront augmenter, car on ne pourra pas éternellement demander aux contribuables de régler plus de la moitié de la facture ferroviaire » !

« Il faudra faire admettre aux Français que les prix des billets devront augmenter »

(éditorial du journal financier *Les Échos*).

► La « dette » ? D'où vient-elle ?

Édouard Philippe : « La dégradation du service public est allée de pair avec un endettement vertigineux de la SNCF. Aujourd'hui, cette dette menace d'engloutir tout le système. En vingt ans, elle est passée de 20 milliards à 50 milliards d'euros. »

Cette dette n'est pas celle des cheminots ! C'est une construction arbitraire. Cette « dette » a servi à financer la construction du réseau à grande vitesse décidée par l'État. Ou alors, autant parler d'une « dette » des enseignants pour la construction et l'entretien des écoles, collèges et lycées, ou même d'une dette des hôpitaux. Et d'ailleurs, la « dette » des hôpitaux, le gouvernement

Macron (à la suite de ses prédécesseurs) est en train de la créer de toutes pièces (en diminuant les tarifs versés par la Sécurité sociale et en imposant une enveloppe financière fermée) pour les contraindre à fermer des lits ! Pour noyer son chien, on l'accuse de la rage ; pour détruire des services publics ou la protection sociale, on les met artificiellement en « déficit ». Cette politique mène tout droit au chaos : des malades qu'on refuse, parce qu'il n'y a plus de lits dans les hôpitaux ; des routes qui ne sont plus déneigées parce que le matériel et les fonctionnaires ont disparu ; une jeunesse livrée à elle-même, parce que son droit à un avenir, à une véritable qualification est remis en cause...

Et pendant ce temps-là, le gouvernement Macron-Philippe supprime l'impôt sur la fortune, diminue l'impôt sur les bénéfices, plafonne les taxes sur les plus-values financières, augmente les exonérations de cotisations sociales au bénéfice des patrons (par le CICE notamment). Chaque année, le gouvernement s'endette ainsi de dizaines de milliards d'euros pour alimenter les profits du capital. Mais ce plan massif et permanent de soutien aux patrons, comme par miracle, ce n'est pas une dette !

► Sauvées, les « petites lignes » ?

Édouard Philippe : « Ce n'est pas une réforme des petites lignes. Je ne suivrai pas le rapport Spinetta sur ce point. Je ne crois pas qu'on puisse décider de la fermeture de 9 000 kilomètres de lignes depuis Paris sur des critères administratifs et comptables. »

Sauvées, les « petites » lignes ? Le gouvernement ruse. En fait, il veut « laisser aux régions le dossier des petites lignes », lâche le journal *Les Échos*, et leur faire endosser, sans le dire, leur fermeture. Les « petites lignes » pourront, dès 2019, être ouvertes à la concurrence par les régions, qui en ont la responsabilité. Peut-on croire un instant qu'une société privée va s'embarasser longtemps de lignes non « rentables » ou que les régions, qui ont passé des accords de rigueur avec le gouvernement (sous la menace que celui-ci leur impose des amendes), pourront longtemps les subventionner ?



DR

► L'« inverse d'une privatisation » ?

Édouard Philippe : « *Ce n'est pas une réforme qui préparerait la privatisation de la SNCF (...). Examiner calmement la transformation de la SNCF en société nationale à capitaux publics comme le préconise le rapport Spinetta, ce n'est donc pas s'attaquer à un tabou, c'est même l'inverse d'une privatisation puisque l'État y détiendrait des titres incessibles.* »

Qu'est-ce que cet ovni, cette « société nationale à capitaux publics », ou plutôt « société anonyme à capitaux publics » ? Le site Internet edubourse.com en donne cette définition : « *Se dit d'une société anonyme fonctionnant sous le même principe que les sociétés anonymes, mais dont les capitaux sont détenus par des organismes publics, par l'État ou encore par des collectivités territoriales. Ce type de SA est une manière subtile d'amener la société sur un marché concurrentiel en lui permettant de bénéficier de capitaux d'origine publique.* »

Bref, la future SNCF fonctionnerait suivant « le même principe » que la BNP ou Carrefour... Les promesses que tout cela reste à capitaux publics ne manquent pas de sel, de la part d'un gouvernement qui s'est officiellement engagé à réaliser 10 milliards d'euros de privatisations, dont Aéroports de Paris ou la Française des jeux par exemple, et qui a aussi promis à Bruxelles d'ouvrir au privé l'exploitation de tous les barrages hydroélectriques aujourd'hui exploités par EDF. France Télécom (aujourd'hui Orange), GDF (aujourd'hui Engie) et demain La Poste :

dans tous les cas, le passage en société anonyme a signifié, quelques années plus tard, la privatisation.

Mais le gouvernement Macron-Philippe aime les services publics, puisqu'il le dit ! Là encore, qui pourrait tomber dans le panneau ?

► Rien à voir avec la « réforme » prévue des retraites ?

Édouard Philippe : « *Cette réforme n'est pas non plus la réforme des retraites des cheminots. Une réflexion globale sur les retraites de tous les Français est menée par ailleurs par Jean-Paul Delevoye. Rien, dans le texte que nous présenterons au Parlement, ne concerne les retraites des cheminots.* »

Les jeunes nouveaux embauchés n'auraient plus droit au statut, ne seraient donc pas couverts par le régime particulier de retraite des cheminots, dans l'esprit du gouvernement. Et les autres ? Le Premier ministre prétend que « *les cheminots qui travaillent déjà à la SNCF ont passé un contrat moral. La réforme ne remettra pas en cause ce contrat moral.* »

Mais dans le même temps, il prépare, pour les prochains mois, une contre-réforme d'ensemble visant tous les régimes de retraite, qui effacerait notamment le régime particulier des cheminots, élément central de leur statut.

Le gouvernement agit ainsi comme un pickpocket qui vous fait les poches, en vous priant de regarder ailleurs ! Qui pourrait tomber dans le panneau ?

En bref

Le problème, ce serait seulement la « méthode » du gouvernement ?

Réagissant aux annonces du Premier ministre, le PS déclare dans un communiqué : « *En décidant de passer en force par le recours aux ordonnances qu'il n'avait pas annoncé aux Français sur ce sujet, le gouvernement prive le pays d'un temps indispensable de débat démocratique.* »

Et la privatisation ? Et l'ouverture à la concurrence ? Avec un « débat », ça pourrait aller ? C'est en tout cas ce que disent explicitement Stéphane Le Foll et Frédéric Cuvillier, anciens ministres PS, en réagissant : « *Nous dénonçons la méthode brutale et arrogante employée par le gouvernement pour engager la réforme ferroviaire. La confirmation d'un recours aux ordonnances va en effet inutilement diviser les acteurs de la SNCF et risque de dresser les Français contre cette entreprise publique qui relève du patrimoine national. Dans un moment essentiel de préparation à la mise en concurrence ferroviaire, nous demandons le respect de la concertation et du dialogue.* »

Donc vive l'ouverture à la concurrence... « *Est-ce qu'on a vraiment besoin, dans l'état de la situation, de légiférer par ordonnances ?* », s'interroge Gilles Platret, porte-parole de LR qui appuie néanmoins l'abrogation du statut du cheminot, ajoutant que « *Les Républicains voient arriver ce moment comme une nécessité.* » L'association Régions de France, dirigée par la droite mais regroupant les présidents de région, le dit ouvertement : « *Les régions ont également bien noté l'ambition du Premier ministre d'aller vite sur le sujet de l'ouverture à la concurrence. Elles contribueront à tous les travaux que le gouvernement entend lancer dans les jours à venir.* » ■

L'odieuse diatribe de Macron contre un cheminot

En visite au Salon de l'agriculture, le 24 février, Macron est interpellé par un cheminot sur le projet de « réforme » de la SNCF. Il lui a répondu : « *Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de retraite et de l'autre avoir un statut cheminot et ne pas le changer.* » Comme si priver les cheminots de leur statut et de leur régime particulier de retraite augmenterait en quoi que ce soit les retraites misérables de la masse des paysans et de leurs épouses. Et c'est ce même Macron donneur de leçon qui, en plus, vient de faire la poche de tous les retraités (et parmi eux des agriculteurs), par l'augmentation de 25 % de la CSG ! Et il ne s'en est pas tenu là. Il a ajouté avec arrogance à l'adresse de ce cheminot, entouré par les caméras : « *Je suis petit-fils de cheminot, allez voir les agriculteurs, ils n'ont pas de statut... Faut pas raconter de craques aux gens. Vous avez quel âge ? Vous n'avez pas le même rythme que mon grand-père qui était cheminot.* » Odieux ! ■

« 22 mars : grève et manifestations dans la fonction publique ! »

Réunies le 21 février, les fédérations (1) des agents des trois versants de la fonction publique réaffirment leur appel à l'action (extraits de leur communiqué).

« **L**es discussions ouvertes par le gouvernement sur le recours accru aux contractuels, les éléments de rémunération dont celui du mérite, une révision des instances de dialogue social... engagent de profondes remises en cause des missions publiques et une dégradation des conditions de travail des agent-es. C'est aussi une menace réelle contre le Statut Général des fonctionnaires et la fin possible d'une Fonction publique au service de l'intérêt général.

Pour les plus de 5 millions d'agents de la Fonction publique (...), leur pouvoir d'achat continue de baisser du fait du gel de la valeur du point d'indice, du rétablissement de la journée de carence, de l'augmentation de la CSG avec une simple compensation et des retenues pour pension.

L'ouverture rapide de négociations est indispensable pour pouvoir rediscuter d'une augmentation réelle et significative des salaires de toutes et tous les agent-es de la Fonction publique (...).

C'est pour faire entendre ces légitimes revendications que (nos) organisations appellent les agent-es à se mobiliser massivement le 22 mars.

Pour :

- une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice (...);
- l'arrêt des suppressions d'emplois et les créations statutaires dans les nombreux services qui en ont besoin et non un plan destiné à accompagner de nouvelles et massives suppressions ;
- un nouveau plan de titularisation des contractuel.les, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension comme le préconise le gouvernement ;
- des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;
- l'abrogation du jour de carence ;
- la défense et la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers ;
- la défense du statut général des fonctionnaires, et des statuts particuliers (...).

(1) CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CGC, FAFP.

ÉDITORIAL

Capitalisme en marche forcée ou construction d'un parti ouvrier...

Guillaume Barbin, membre du bureau national du POI

Le 27 juillet 2017, Macron déclare ne plus vouloir « *d'ici à la fin de l'année avoir des femmes et des hommes dans les rues* ». M. Maillard, député LREM, déclare que l'immense majorité des SDF qui dorment dehors le font par choix. Anne Hidalgo, de son côté, appelle les Parisiens à la solidarité pour qu'ils comptent les SDF.

Ça, ce sont les paroles et jeux de posture. La réalité est tout autre !

Les ministres de l'Intérieur Gérard Collomb et des Territoires Jacques Mézard ont présenté une circulaire début décembre visant à faire sortir de l'hébergement d'urgence les personnes en situation irrégulière. Si certains sans-abri ne souhaitent pas aller dans les centres, c'est que leurs conditions d'accueil ne garantissent pas la sécurité des biens ni des personnes. Il suffit de répondre aux besoins financiers des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) pour améliorer les conditions d'accueil et répondre aux demandes de toutes les personnes sur listes d'attente d'hébergement. Mais Macron enlève des moyens aux HLM en baissant les APL et annonce pour 2018 une réduction de 20 millions d'euros pour les CHRS !

On est loin du « zéro SDF » !

Partout, Macron « explique » ses réformes ! Partout, il dérégle, débudgetise en marche accélérée ! Qui peut croire qu'il apportera un progrès pour tous ceux qui vivent de leur salaire, pour les jeunes, les retraités et les sans-abri (dont 31 % travaillent) ?

Trois cents milliards d'euros pour la guerre ! Combien pour les Ehpad ? 150 millions d'euros ! Alors que les besoins en personnel se chiffrent autour de 6 milliards d'euros, pour répondre aux 200 000 postes manquants.

Macron dérégle tout : Sécurité sociale, Éducation nationale, formation professionnelle, Code du travail, services publics, collectivités territoriales... Partout, la résistance monte en puissance. Le 22 mars, des intersyndicales appellent à la grève dans la fonction publique, l'enseignement, la SNCF, la Sécu, EDF, les étudiants...

La question de l'organisation politique de la classe ouvrière est à l'ordre du jour.

Comme exprimé dans l'adresse du dernier bureau national, le POI entend contribuer à élaborer en commun, avec les militants de toutes tendances du mouvement ouvrier, les réponses, notamment à la question de la construction d'une représentation politique, qui aidera travailleurs et jeunes à abattre ce vieux monde, qui emporte l'humanité dans la régression et la barbarie.

Un comité de liaison international a été mis en place à la conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation.

Partout en France, des militants politiques et syndicaux, des élus, s'organisent ensemble dans les comités de résistance et de reconquête des conquêtes ouvrières de 1936 et 1945. Informations ouvrières permet un libre débat entre ces militants.

Trois cents milliards pour la guerre ! Combien pour les collectivités territoriales, les écoles, l'hôpital ? Macron, c'est la destruction de la République qu'il a mise en marche !

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Le POI cherche, par la libre discussion avec des militants ouvriers de toutes tendances, à aider les travailleurs et la population à organiser une république, une démocratie faite par les travailleurs pour les travailleurs.